

Argentine

L'organisation des travailleurs informels

Mariana BUSSO *

Les transformations du monde du travail ont toujours obligé à penser les mécanismes et les stratégies d'organisation et de représentation des travailleurs à partir de la notion de perte d'homogénéité. En effet, la fragmentation du marché du travail a conduit à un développement de la précarité et du travail informel, et à la multiplication de situations non prises en compte par la représentation syndicale classique, d'où l'entrée en scène des organisations de travailleurs informels. Cette évolution, que l'on peut observer dans diverses régions du monde (OIT, 2002 ; Tokman, 2001 ; Sanyal, 1991 ; Touraine, 1987), est aussi très présente en Argentine.

Caractéristiques du secteur informel

La notion d'« organisations de travailleurs informels » recouvre toutes les structures collectives de travailleurs informels qui ont pour but la défense de revendications communes liées à leur situation de travail. La définition du travail informel renvoie ici à l'approche théorique avancée par l'OIT (Organisation internationale du travail) qui caractérise le secteur informel par la facilité

d'accès, une délimitation floue entre travail et capital, l'utilisation intensive de main-d'œuvre et une division du travail peu développée (Souza, Tokman, 1995). En termes opérationnels, le secteur informel est constitué des catégories professionnelles suivantes : le travail familial non rémunéré, le travail indépendant (excepté les techniciens et spécialistes) et le travail domestique ; en font aussi partie les salariés et les patrons d'entreprises jusqu'à cinq employés¹.

Les politiques néolibérales appliquées à partir des années 1970, puis approfondies durant la dernière décennie du XX^e siècle, ont engendré une nouvelle configuration du marché du travail, où le travail informel est nettement apparu comme une option pour les milliers de personnes exclues du marché du travail formel. Dans cet article nous cherchons à dresser un état des lieux de l'organisation des travailleurs informels en Argentine. Notre point de départ sera l'analyse des transformations subies par le monde du travail et le développement qui s'en est suivi des modes d'insertion qui échappent au « modèle syndical argentin » (Etala, 1995).

* Chercheure-assistante au titre du CONICET, CEIL-PIETTE, Buenos Aires. Professeure à l'Université Nationale de La Plata, Argentine. mbusso@ceil-piette.gov.ar ; mariana.busso@univmed.fr

1. Pour une présentation de la discussion sur le concept de travail informel voir Busso, 2005.

ARGENTINE

En Argentine, bien que la proportion de travailleurs informels ait fortement augmenté au cours des dernières décennies ¹, leurs organisations n'ont pas encore acquis un pouvoir comparable à celui des syndicats de salariés. Par exemple, la présence des petits commerces n'est pas récente en Argentine. Le phénomène n'a toutefois pas atteint l'ampleur qui est la sienne dans d'autres pays d'Amérique latine, et les organisations de travailleurs informels n'ont pas encore acquis une visibilité notable sur la scène politique. C'est sans doute ce qui explique le nombre très réduit d'études qui leur sont consacrées en Argentine mais on peut cependant repérer l'existence de ces organisations qui émergent et se mobilisent.

Après avoir évoqué des questions de définitions qui font débat (niveaux d'agrégation, formes d'institutionnalisation, aires d'influence, formes juridiques, etc.) nous analyserons le droit syndical à travers la Constitution nationale, la loi sur les associations syndicales et les accords internationaux à portée constitutionnelle. Nous nous intéresserons ensuite aux stratégies des syndicats puis à celles des différentes organisations de travailleurs informels au niveau national. Enfin, nous chercherons à comprendre comment et pourquoi ces travailleurs s'organisent, à partir de deux cas particuliers.

Cet article utilise deux types de données. La première partie exploite une série d'entretiens avec des avocats des centrales syndicales et des dirigeants des organisations, ainsi que diverses sources

gouvernementales et syndicales. La deuxième partie présente des cas empiriques concrets, et s'appuie sur notre travail de thèse (Busso, 2007) qui mobilise des techniques quantitatives et qualitatives.

Les expériences d'organisations de travailleurs informels

Les travailleurs qui exercent des activités échappant au champ syndical traditionnel ont peu à peu créé de nouvelles formes d'organisation et de représentation (Feldman, Murmis, 1999, 2000). Au-delà même des antagonismes d'écoles et des différents projets politiques, les sphères universitaires et politiques ont pu interpréter ces nouvelles formes d'organisation de la société civile comme un rapport inédit à l'Etat et à la participation politique (Busso, 2001) ². Les associations civiles ont été l'une des formes d'organisation privilégiées par les travailleurs mobilisés en particulier, et par les mouvements sociaux en général, et elles ont commencé à se développer dès les années 1980 (Jelin, 1990).

Plusieurs relevés effectués principalement à partir de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale et du CENOC (Centro Nacional de Organizaciones de la Comunidad ; centre national des organisations de la communauté), ainsi que des entretiens avec des personnes qualifiées des centrales syndicales (CGT, Confederación General del Trabajo ; CTA, Central de Trabajadores Argentinos) ont permis de vérifier l'existence d'organisations de

1. En 2003, le travail informel représentait 43,4 % de la population active (Busso, 2006) contre 21,9 % dans les années 1960 (Portes, 1995).

2. Voir par exemple Anthony Giddens (1999), Alain Touraine (1995), Ernesto Laclau (1993), Elizabeth Jelin (1990) et Fernando Calderón (1995).

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS INFORMELS

travailleurs informels en Argentine. Sur cette base, nous avons pu dresser un premier panorama (Busso, 2004) qui porte sur les organisations de travailleurs indépendants et de micro-entrepreneurs, en laissant de côté celles des travailleurs ruraux.

La grande diversité des organisations

Cette recherche nous a permis d'identifier en Argentine plus de cent organisations de travailleurs informels en Argentine qui regroupent et représentent des travailleurs informels de différents secteurs : vendeurs ambulants, vendeurs sur les marchés, collecteurs de papier et de carton, indépendants des transports de passagers, petits producteurs, domestiques et autres autonomes (hors professions libérales et techniciens). Ces organisations présentent une grande hétérogénéité, notamment en termes de zones d'influence, de formes juridiques et de structure institutionnelle.

L'aire d'influence des organisations est très souvent limitée à des zones ou quartiers spécifiques comme c'est le cas pour la Commission des artisans du quartier de la Fidelidad à Gral San Martín (Chaco), ou le groupe des travailleurs des briqueteries du quartier Molina Punta de Corrientes. Mais on trouve aussi des organisations régionales qui peuvent regrouper des organisations de proximité, ou des adhérents directement organisés à l'échelle régionale ou provinciale. C'est le cas du syndicat des commerçants ambulants de la province de Buenos Aires, ou encore du syndicat des artisans de la province de Buenos Aires. On peut enfin

identifier des organisations nationales dont le meilleur exemple est le syndicat des commerçants ambulants de la République argentine.

Les bases de données de la Direction nationale des associations syndicales du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale permettent d'identifier des organisations de commerçants ambulants, de vendeurs de rue ou sur les foires et les marchés, des associations de femmes prostituées, de récupérateurs de carton, de micro-entrepreneurs, des syndicats de travailleurs indépendants ou de domestiques, etc. La variété des appellations est allée croissant et prend diverses formes juridiques : syndicats, associations, coopératives, unions, chambres syndicales, fédérations ...¹ Cette hétérogénéité n'est pas une question sémantique comme on le verra plus loin, mais correspond à des conceptions de l'organisation des travailleurs et à des traditions différentes, ainsi qu'à des stratégies et à des formes d'action qui peuvent même être antagoniques.

Il est possible d'identifier de très nombreux « syndicats » dans le monde du travail informel en Argentine. Même en se bornant aux domestiques, aux commerçants de rue, et aux collecteurs de papier et de carton, on constate que beaucoup d'entre eux choisissent cette forme d'organisation, apparue à la naissance de la société industrielle comme stratégie d'union des salariés.

L'adhésion aux syndicats de commerçants ambulants est particulièrement forte du côté des marchands de journaux (*cañillitas*) et plusieurs de leurs associations

1. Sur les 147 organisations de travailleurs informels de notre échantillon, 54 % sont constituées comme syndicats, 22 % comme associations, 6 % comme coopératives, le reste ayant choisi d'autres formes d'organisation ou de regroupement, eux aussi variés (Busso, 2004).

ARGENTINE

possèdent même le statut de corporation et sont affiliées à la CGT. La syndicalisation est en revanche moins fréquente chez les récupérateurs et les petits producteurs qui choisissent plutôt de s'organiser, les uns en coopératives et les autres en chambres syndicales.

Les travailleurs ont eu aussi souvent recours à la création d'associations. Plusieurs d'entre elles ont choisi cette appellation pour essayer d'éviter la connotation négative attachée au cours des dernières décennies à un syndicalisme argentin en crise (Battistini, 1999).

Il ne fait pas de doute que, très souvent, la stratégie adoptée ne résulte pas d'un choix des travailleurs mais qu'elle leur est imposée par leur interlocuteur, qu'il s'agisse du gouvernement local, provincial ou national. Nous avons même identifié des groupes de travailleurs qui ont créé en parallèle une association civile et un syndicat : l'association suscite moins de réactions de rejet et permet d'affilier un plus grand nombre de travailleurs, tandis que le syndicat permet de faire converger les revendications avec d'autres secteurs, et de faire de l'action collective un outil de lutte politique.

A cette mosaïque d'organisations correspondent des formes institutionnelles variées, si bien que leurs appellations et leurs statuts juridiques sont difficilement comparables. Elles disposent de la personnalité juridique ou non, certaines ont entrepris les démarches pour l'obtenir, et d'autres sont simplement déclarées.

Des statuts juridiques variés

Selon la législation en vigueur (loi 23.551 sur les associations syndicales), tous les syndicats de travailleurs doivent être inscrits sur un registre unique auprès de la direction nationale des associations syndicales du ministère du Travail, de

l'Emploi et de la Sécurité sociale, pour obtenir leur « inscription corporative » qui leur donnera le droit de « revendiquer et de représenter les intérêts individuels de leurs affiliés » ainsi que les intérêts collectifs, à condition qu'il n'existe pas « dans la même activité ou catégorie une association disposant de la personnalité corporative » (article 23). Les associations syndicales qui ont acquis cette personnalité corporative disposent pleinement du droit à défendre et représenter les intérêts individuels et collectifs, à participer aux négociations collectives, à gérer leurs propres œuvres sociales, etc. (article 31). Enfin, toute organisation, qu'elle envisage ou non de se constituer en syndicat, peut solliciter la personnalité juridique auprès du ministère de la Justice ou de la direction provinciale des personnes morales dont elle relève.

Dans leur grande majorité, les organisations étudiées possèdent la personnalité juridique, ou sont déclarées auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Certains syndicats, comme celui des commerçants ambulants, disposent de la personnalité corporative, qui fait d'eux les représentants de plein droit des travailleurs du secteur.

Les études de cas nous ont aussi permis de repérer une multitude d'organisations qui, jour après jour, regroupent des travailleurs informels mais qui se trouvent encore dans l'anonymat, parce qu'elles n'ont pas effectué les formalités d'inscription auprès des organismes officiels (Busso, 2007). Cela peut s'expliquer par un manque d'information, mais aussi par l'absence de communication et d'interactions ou encore par le manque de temps disponible pour mener à bien des activités et démarches collectives, caractéristique de ces secteurs.

On peut trouver ce type d'organisations de travailleurs sur l'ensemble du territoire national, même si leur répartition épouse les mouvements historiques de la population. Cela explique leur concentration dans la capitale et dans le grand Buenos Aires, ainsi que la suprématie de la province de Buenos Aires¹.

Syndicats et associations, un processus d'identification collective ?

Pour mieux comprendre les motifs et les méthodes d'organisation des travailleurs informels, nous examinerons plus en détail deux exemples qui correspondent aux formes les plus répandues, le syndicat et l'association. Leur cadre commun est celui des foires commerciales urbaines où des centaines de commerçants et de clients, ou plutôt, de travailleurs et de voisins, se rencontrent périodiquement, transformant l'espace public en un lieu d'échanges sociaux et commerciaux.

Ce choix permet de comprendre comment des activités habituellement caractérisées comme informelles transforment l'espace public en lieu de travail. C'est dans cet environnement que le travail de recherche a permis de repérer une série d'organisations collectives de travailleurs réunis par une identité et des intérêts communs.

Associations civiles, syndicats, unions, fondations, sont autant de modes d'organisation collectives choisies par ces travailleurs. Mais ce choix du statut légal ne s'est pas fait au hasard : il est adapté aux caractéristiques et aux intentions propres à chacune de ces catégories, ainsi qu'à la nature de leurs interlocuteurs. On verra que ce choix dépend avant

tout de l'identité que le groupe entend se construire.

La forme syndicale

Notre étude préalable a permis d'identifier la forme d'organisation syndicale comme la plus répandue et de constater qu'elle est calquée sur le modèle d'organisation de masse des salariés. Mais nous verrons aussi que ce modèle a été adapté à la réalité du monde du travail informel.

Les groupes qui se sont organisés en tant que syndicats sont composés d'anciens salariés et/ou d'anciens syndiqués. On observe aussi que ces groupes ont décidé de s'organiser collectivement à l'occasion d'un conflit qui les a opposés à des administrations (la municipalité ou la police) et durant lequel ils ont trouvé le soutien des organisations syndicales. Ces travailleurs ont pu déclarer leur syndicat au ministère du Travail, en faisant valoir qu'ils relevaient de l'Etat puisque leur activité se déroulait dans l'espace public.

Nous avons rencontré une organisation syndicale de base qui adhère à un syndicat national, lui-même affilié à une confédération de travailleurs. Cependant, cette insertion à trois niveaux n'est pas forcément mise en avant, et il s'agit là d'un trait essentiel qui souligne la double stratégie des organisations : une stratégie interne par rapport au groupe social qu'elles représentent ; une stratégie externe en direction de l'ensemble des organisations de travailleurs.

Par rapport aux travailleurs qu'elles représentent, les organisations déploient une stratégie de dissimulation de la forme syndicale, en se présentant comme équipe administrative des foires. En pratique,

1. Pour plus de détails, voir Busso (2004) et Busso (2007).

ARGENTINE

chaque participant à la foire doit verser, pour son emplacement, une certaine somme à cette équipe. Mais ces sommes sont considérées par l'organisation comme une cotisation syndicale et les participants à la foire deviennent automatiquement adhérents au syndicat, en l'occurrence celui des commerçants ambulants.

Dans leurs relations avec les autres organisations, la forme syndicale est au contraire explicitement revendiquée comme moyen de s'intégrer à un mouvement syndical plus large. Ces stratégies différenciées semblent avoir comme principal objectif d'établir et de renforcer la représentativité et la légitimité des organisations, aussi bien sur les foires qu'en direction des autres acteurs du mouvement ouvrier et face à l'Etat, en adaptant leur présentation de manière ciblée à chacun de leurs interlocuteurs¹.

La crise du syndicalisme et la nécessité d'appréhender les situations conjoncturelles en restant proches de la réalité du travail de leurs mandants sont les facteurs qui ont conduit les organisations à se présenter dans les foires en tant qu'équipes administratives. Cette possibilité découle, en général, d'un accord passé entre le groupe de dirigeants et l'Etat qui lui attribue l'administration de ces lieux de travail. A l'inverse, c'est le statut de syndicats affiliés à un syndicat national et à une confédération qui confère aux organisations la légitimité nécessaire pour négocier avec l'Etat.

La forme associative

De leur côté, les organisations qui ont choisi de se constituer en associations choisissent cette forme juridique parce que la forme syndicale ne répond pas, de leur point de vue, aux spécificités des travailleurs indépendants. Le syndicalisme leur apparaît comme un mode d'organisation qui vise à représenter les travailleurs salariés face à leurs patrons, et où la revendication salariale occupe une place centrale.

Le fait de s'appeler association permettrait de dialoguer plus facilement et d'établir des relations avec d'autres types d'organisations qui ne s'inscrivent pas forcément dans le monde du travail. Le contact avec des associations de quartiers et de commerçants ou avec des fondations est une spécificité de ces groupes, alors que les relations avec des syndicats sont beaucoup plus rares, et souvent conflictuelles.

L'association est la deuxième forme d'organisation des travailleurs informels en Argentine, et ce choix permet de s'insérer dans un vaste réseau de structures de la société civile. On ne trouve pas ici de stratégies différenciées, car l'étiquette associative vaut pour l'ensemble des interlocuteurs.

Choix d'organisation et référence identitaire

Ces deux types d'organisation, le syndicat et l'association, ne se distinguent pas seulement par leurs caractéristiques

1. On peut citer l'exemple de la foire artisanale de La Plata, où une association s'était également déclarée comme syndicat pour pouvoir, le cas échéant, compter sur le soutien du mouvement syndical. Leurs dirigeants affirment cependant que l'usage de cette forme juridique a été sporadique, mais qu'ils préfèrent garder cette carte en réserve (Busso, 2007).

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS INFORMELS

juridiques ou formelles mais présentent aussi des différences marquées en ce qui concerne le degré de participation. Dans le cas des foires, les associations semblent avoir une vie interne beaucoup plus active, alors que la mobilisation des adhérents aux groupes syndicaux est relativement faible. Pour aller au-delà de la thèse quelque peu commode de la crise du syndicalisme, il nous semble indispensable d'analyser les affirmations identitaires de chaque organisation.

Dans le cas des organisations syndicales intervenant sur les foires, la position par rapport au marché semble constituer le référentiel¹ mobilisé pour établir une différenciation entre « eux » et « nous ». On n'occupe pas la même place dans l'espace social selon qu'on est titulaire d'un stand, ou seulement employé. Et même si elle se présente comme équipe administrative, l'organisation de type syndical cherche à représenter et à défendre les intérêts des seuls titulaires en leur garantissant l'accès aux foires successives. Il s'agit donc bien d'une identité définie par rapport aux relations de travail.

Si les associations regroupent des personnes dont les activités sont comparables, elles visent à représenter les inté-

rêts du groupe en tant que tel, au-delà des dimensions strictement liées à la situation de travail. Et cela même si elles portent une revendication explicite d'accès à l'espace public, cette insertion territoriale étant perçue comme la condition nécessaire au travail de ses membres. Ces groupes partagent le plus souvent une trajectoire ou une histoire familiale, ou bien ils se reconnaissent dans une philosophie ou dans un style de vie qui influent sur leur rapport au travail. L'accent est alors mis sur un ensemble de valeurs ou de principes partagés qui constituent l'identité du groupe. Le fait de se distinguer d'autres groupes de commerçants à partir de leur spécificité revendiquée permet de légitimer leur accès à l'espace public. Dans ce cas, l'implication dans l'action collective repose sur un référentiel commun qui renvoie à la sphère personnelle ou familiale² ou aux modes de socialisation³.

L'identité du groupe n'est donc pas construite uniquement en référence au travail et c'est au contraire un référentiel identitaire plus large qui constitue le groupe et détermine sa participation à l'action collective⁴; et c'est particulièrement net dans le cas des foires commerciales

-
1. Par « référentiels identitaires » nous entendons les repères ou les signes – spatiaux ou temporels, réels ou fictifs – à partir desquels nous nous définissons comme semblables ou différents : personnes, institutions, groupes, événements historiques, images, valeurs, principes, idéologies, personnages, etc. Ils ne participent à la construction de l'identité que dans la mesure où l'individu les prend en considération.
 2. Ces références mobilisent des aspects relatifs à l'histoire personnelle et familiale, où se combinent les trajectoires socio-professionnelles, l'organisation familiale et la transmission des traditions. Le sujet est conçu en tant que membre d'un groupe élémentaire, comme la famille, de telle sorte que ses actes et ses décisions ne sont ni individuels ni isolés, mais sont déterminés par son environnement immédiat.
 3. Le mode de socialisation fait référence à des savoirs et à des codes partagés par le groupe, mobilisés dans le cadre des foires.
 4. La sphère du travail fait référence à son organisation (horaires, lieux et normes de travail), ainsi qu'à la position de chaque individu sur le marché, autrement dit à la division du travail et à la structure des emplois.

ARGENTINE

urbaines. L'articulation et l'interpénétration des différentes sphères de la vie que l'on observe sur les lieux de travail informel permettent d'appréhender les modalités de ce type d'activité, mais aussi de mieux comprendre le mode de représentation du collectif de travail et ses formes d'organisation sociale et politique.

Les chemins atypiques vers la reconnaissance

Le monde des travailleurs qui ne suivent pas le modèle de la relation salariale classique n'est pas vraiment pris en compte par le cadre réglementaire qui s'applique aux organisations syndicales en Argentine (Busso, 2004). Cette situation a été un thème de débat dans diverses enceintes, et une préoccupation constante et explicite de l'OIT depuis le début du siècle. Mais ce sont les travailleurs eux-mêmes qui ont réussi à s'organiser et à obtenir la reconnaissance officielle de l'Etat, grâce à des stratégies ingénieuses et variées. Ils ont réussi à construire une grande diversité d'organisations qui ont su éviter d'être tenues à l'écart des débats syndicaux et politiques, et ont été incorporées aux centrales syndicales nationales. La syndicalisation n'a d'ailleurs pas été la seule stratégie utilisée par les travailleurs informels, et les organisations syndicales du monde du travail informel conservent des différences par rapport au syndicalisme traditionnel.

L'importation de modèles d'organisation collective propres à d'autres contextes et situations de travail n'a donc pas toujours été la voie choisie, et ce n'est pas non plus celle qui a donné les meilleurs résultats en termes de mobilisation et d'engagement. C'est l'analyse des processus de construction des identités collectives qui permet de comprendre la

complexité de cet ensemble d'organisations sociales.

En centrant notre étude sur des cas concrets qui incarnent deux modèles différents d'organisation (un syndicat et une association), nous avons pu montrer que le type de stratégie sélectionnée comme le degré de mobilisation et de participation de chacune d'entre elles, renvoient à des référentiels identitaires différents.

Dans le cas des travailleurs informels des foires commerciales urbaines, nous avons pu constater que des référentiels identitaires plus larges que la sphère du travail conduisaient à de meilleurs résultats en termes de participation et de mobilisation. Au travail informel semblent donc associés des espaces d'identification où les références à la famille et au groupe acquièrent une importance primordiale. Autrement dit, ce type d'activité articule plusieurs dimensions de la vie en société, et cette articulation devient un élément essentiel du processus de construction identitaire et des stratégies de mobilisation collective.

Nous avons tenté dans cet article d'explicitier le contexte social auquel ont dû se confronter les organisations de travailleurs informels, et les méthodes qu'elles ont employées pour le faire. Manifestement, les obstacles liés aux spécificités de ce type de travail – notamment sa dispersion, sa saisonnalité et l'intensité de la concurrence – ainsi qu'à la réglementation en vigueur, ont pu être surmontés par des centaines de travailleurs informels qui ont réussi à s'organiser sur la base de leur activité professionnelle.

*Article traduit de l'espagnol
par Michel Husson*

L'ORGANISATION DES TRAVAILLEURS INFORMELS

Sources :

- Battistini Osvaldo (1999), « Los sindicatos en Argentina. El peso de la cultura en el Estado », in Lozano C. (comp.), *El trabajo y la política en la Argentina de fin de siglo*, EUDEBA, Buenos Aires.
- Busso Mariana (2001), « Las Organizaciones de trabajadores "informales": ¿Paradojas de la "democracia"? », *Anales del XXIII Congreso Latinoamericano de Sociología*, Antigua Guatemala, Guatemala, Octubre-Noviembre.
- Busso Mariana (2004), « Organización y representación de los trabajadores informales en Argentina: un diagnóstico preliminar », Documento de Trabajo, Women in Informal Employment Globalizing and Organizing (WIEGO), mimeo.
- Busso Mariana (2005), « Le travail informel : entre théorie et expérience », Document LEST, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/>
- Busso Mariana (2006), « El trabajo informal en Argentina: la novedad de un fenómeno histórico », in Neffa Julio C., Perez Pablo (comps), *Macroeconomía, mercado de trabajo y grupos vulnerables*. Asociación Trabajo y Sociedad/ CEIL-PIETTE del CONICET, Buenos Aires.
- Busso Mariana (2007), « Trabajadores informales en Argentina: ¿de la construcción de identidades colectivas a la constitución de organizaciones? » Tesis doctoral en cotutela, Universidad de Buenos Aires-Université de Provence, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/>
- Calderón Fernando (1995), *Movimientos sociales y Política. La década de los ochenta en Latinoamérica*, Bibl. América Latina : actualidad y perspectivas, Siglo XXI, México.
- Etala Carlos (1995), « Las formas institucionales : las grandes líneas de la evolución del Derecho colectivo e individual del trabajo argentino desde la Segunda Guerra mundial hasta 1992 », Documento de Trabajo, Relaciones de Trabajo N° 2, PIETTE del CONICET, Buenos Aires.
- Feldman Silvio, Murmis Miguel (1999), *Diversidad y organización de sectores informales*, Universidad Nacional de General Sarmiento, Buenos Aires.
- Feldman Silvio, Murmis Miguel (2000), « Diversidad y organización de trabajadores en actividades informales : análisis de algunas experiencias pertinentes » in Carpio, J., Klein, E. y Novacovsky, I. (comps.), *Informalidad y exclusión social*, FCE – Siempre - OIT, Buenos Aires.
- Giddens Anthony (1999), *La tercera vía. La renovación de la socialdemocracia*, Ed. Taurus, Madrid.
- Jelin Elizabeth (1990), « Los nuevos movimientos sociales en la Argentina contemporánea », in Jelin, E. (comp.) *Los nuevos movimientos sociales*, CEAL, Buenos Aires.
- Laclau Ernesto (1993), *Nuevas reflexiones sobre la revolución de nuestros tiempos*, Nueva Visión, Buenos Aires.
- OIT (2002), *Panorama Laboral 2001. América Latina y el Caribe*, OIT, Lima.
- Portes Alejandro (1995), « La economía informal en América Latina : definición, dimensiones y políticas », in *En torno a la informalidad : ensayos sobre teoría y medición de la economía no regulada*, FLACSO, México.
- Sanyal Bishwapriya (1991), « Organizar a los trabajadores por cuenta propia : la política del sector no estructurado urbano », *Revista Internacional del Trabajo*, vol. 110, n° 2, Genève.
- Souza P., V. Tokman (1995), « El sector informal y la pobreza urbana en América Latina », in Tokman, V. (comp), *El sector informal en América Latina. Dos décadas de análisis*, Consejo Nacional para la Cultura y las Artes.
- Tokman Victor (2001), *De la informalidad a la modernidad*, OIT-Chile, Santiago de Chile.
- Touraine Alain (1987), *Actores sociales y sistemas políticos en América Latina*, PREALC, Santiago de Chile.
- Touraine Alain (1995), *¿Qué es la Democracia?*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.